



FEDERATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE FRUITS

Discours de Luc BARBIER

70^{ème} Congrès

Agen, le 28 janvier 2016

Seul le discours prononcé fait foi

**Mesdames et Messieurs les représentants de la filière,
Chers producteurs de fruits, d'ici et d'ailleurs,
Chers amis,**

Voici le temps pour moi de conclure ce Congrès. Avant de prononcer l'habituel discours, je voudrais d'abord remercier Jean-Luc POLI, le président de la FDSEA de Lot-et-Garonne qui non seulement a accepté d'organiser le Congrès à Agen mais en plus l'a fait avec ses équipes d'une manière exceptionnelle. Nous avons été très bien reçu, je pense que l'on peut tous partager cet avis. Je veux tout d'abord féliciter Philippe BLOUIN, Jean-Luc bien sûr, mais aussi Max AUREILLE, Stéphanie TOURNET, Marie-France BONNEAU, Marie-Hélène, Marie-Pierre, Emilie, Eva, Monique, Dominique et Emilie, à toute l'équipe un grand merci à vous. On peut les applaudir ils le méritent.

Je ne vais pas citer tout le monde je vais utiliser la formule d'usage Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités.

Mesdames, Messieurs vous avez remarqué, nous n'avons pas de ministre de l'Agriculture, nous n'avons pas non plus de représentant du ministère de l'Agriculture à ce 70^{ème} Congrès de la FNPF.

La dernière fois que nous avons vu Stéphane LE FOLL à notre Congrès, c'était lors de mon 1^{er} Congrès en tant que Président et c'était à Paris. A l'époque, souvenez-vous, nous lui avons remis les clefs de nos exploitations en le mettant au défi de les gérer pendant une année et en l'invitant à revenir, au Congrès suivant, nous expliquer comment il s'en était sorti. Visiblement il n'a pas relevé le défi puisque, depuis, il n'est jamais revenu nous voir.

Il n'y a pas de ministre de l'Agriculture cette année pour une raison très simple, nous ne l'avons pas invité puisqu'à chaque fois qu'il l'était, il déclinait l'invitation. Nous lui avons donc évité de devoir, une nouvelle fois, la refuser.

Pourquoi avons-nous fait le choix de tenir le 70^{ème} Congrès de la FNPF en Lot-et-Garonne ? Pour une raison simple, c'est que l'on s'inscrit pleinement dans le mouvement de la FNSEA, sans aucune ambiguïté ni doute, et que dans ce département, la FDSEA est contestée, dans ses fondamentaux, par d'autres syndicats. C'est donc notre façon à nous de venir soutenir Jean-Luc POLI, le président de la FDSEA, et tous les adhérents, et de contribuer à la reconnaissance de l'unité du réseau FNSEA.

Cette notion d'unité est fondamentale et j'ai, d'ailleurs, particulièrement apprécié l'intervention du représentant de BIOGARONNE sur le fait qu'il ne fallait surtout pas opposer les modèles ; je partage complètement. Nous sommes tous des paysans, tous les modèles ont le droit d'exister, que l'on fasse de la vente directe en circuit court ou que l'on aille vers le grand export, que l'on fasse de l'agriculture biologique ou que l'on soit en conventionnel, le seul modèle qui vaille aujourd'hui c'est le modèle de l'agriculture familiale tel que défini par la FAO à savoir que la majorité des capitaux sont portés par la famille ou l'exploitant et que le décideur sur l'entreprise c'est l'agriculteur ! C'est le socle commun de notre syndicalisme.

Alors Monsieur le Vice-président, vous nous avez dit que votre grande région, celle dans laquelle nous sommes réunis aujourd'hui, était la 1^{ère} région agricole. Effectivement, vous avez un territoire très vaste. Réunir l'Aquitaine, le Limousin, et le Poitou-Charentes, quel défi ! La multitude de productions, la multitude de territoires et de terroirs rendent le défi que vous avez à relever encore plus important. Pour autant, malgré ces difficultés, il revient aux régions, par l'intermédiaire du FEADER, d'accompagner, notamment, la modernisation des entreprises. En arboriculture, la rénovation des vergers nous intéresse particulièrement. Afin d'illustrer mes propos, je reprendrai ceux du Directeur de BIOGARONNE « *on n'oppose pas les modèles* ». Or le choix porté par la région Aquitaine dans la mise en œuvre de la rénovation des vergers est de privilégier quasi exclusivement les productions agrobiologiques. Cela a engendré, sur la seule région Aquitaine, et sur la période 2015-2017, l'exclusion de 190 arboriculteurs pour une surface de plus de 630 ha du dispositif d'accompagnement financier qu'est la rénovation des vergers ! Dans le même temps, ce sont 29 agriculteurs pratiquant l'agriculture biologique pour une surface de 63 ha qui ont été soutenus, je vous laisse faire le rapport. Il y a là une rupture d'égalité, une rupture d'équité. Alors, de grâce, ne faisons pas de philosophie ! Comme le dit mon ami François « *soyons pragmatique* » : l'avenir de l'agriculture traditionnelle – je n'aime pas trop le terme conventionnelle - passe par le bio mais l'avenir du bio passe aussi par l'agriculture traditionnelle ! Nous avançons ensemble et sans doute nous réunirons nous un jour en terme de production, en tout cas je l'espère ! N'opposons pas les modèles, ne les opposons pas non plus lorsqu'il s'agit d'argent public.

Je vais revenir assez rapidement sur l'année 2015. Elle a été plus favorable que l'année 2014 - ce n'était pas difficile me direz-vous, loin s'en faut - mais ce ne fut pas, non plus, une année complètement satisfaisante. Compte tenu, notamment, de la poursuite de l'embargo russe et de l'absence d'accompagnement par l'Etat, pourtant responsable, nous avons rencontré Stéphane LE FOLL, avec Jacques ROUCHAUSSE, le président de Légumes de France. Au cours de cette rencontre, nous avons proposé un certain nombre de mesures qui auraient pu permettre de combler le trou béant dans nos trésoreries laissé par une année 2014 catastrophique et de redémarrer l'année 2015 en de bonnes conditions. Malheureusement, aucune de ces mesures n'a été retenue...

Nous sommes inquiets pour 2016, nous sommes inquiets pour plusieurs raisons. Le manque de froid sur l'ensemble du territoire national pourrait conduire, si un épisode de gel apparaissait dans les semaines à venir, à un accident climatique grave. Dans le cas où la douceur persisterait, la situation ne serait pas meilleure puisque les volumes risqueraient d'être très limités. Mais nos craintes sont aussi liées à l'impact de ces températures sur la prolifération des ravageurs notamment *Drosophila suzukii*. Dans ces conditions, comment ne pas être inquiet ?

Je souhaite également revenir avec vous sur un point qui a été remis récemment à l'ordre du jour : le fameux plan stratégique. Nous avons élaboré, à la demande du ministre de l'Agriculture, dans le cadre du Conseil spécialisé F & L, il y a déjà pratiquement deux ans, un plan stratégique avec l'ensemble des acteurs de la filière. Nous y avons travaillé d'arrache-pied, car le timing était serré. Nous avons fait un certain nombre de propositions qui nous semblaient être essentielles. La première était de nous investir largement dans la recherche et développement au travers de notre outil, le Ctifl. La seconde était d'investir massivement dans notre autre outil, qu'est INTERFEL, afin de poursuivre et d'intensifier les travaux de promotion et de mise en avant de nos produits. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'il ressort des tables-rondes de ce Congrès que nous ne nous étions pas trompés en souhaitant mettre en avant la R&D et la communication sur nos produits ! Il y avait quasi-unanimité, pour ne pas dire un consensus complet, de l'ensemble de la filière sur le sujet. Qu'en est-il ressorti ? Les ministres de l'Agriculture et de l'Economie ont décidé de mettre à mal le financement du Ctifl et, dans le même temps, de supprimer toutes les lignes de crédit qui étaient nécessaires à la promotion. Quelles belles preuves d'écoute !

Il nous aura donc fallu, durant l'année 2015, trouver une nouvelle source de financement pour le Ctifl, afin de maintenir notre outil. Nous n'avons eu de cesse de travailler à atteindre cet objectif. Et nous y sommes parvenus ! Gageons que ce mode de financement perdurera longtemps !

Reste, désormais à construire la nouvelle articulation entre nos deux outils interprofessionnels : le Ctifl et INTERFEL, à construire la nouvelle gouvernance. L'objectif est d'être complètement opérationnel d'ici l'été.

Il nous reste un autre défi à relever en matière de R&D, cher Jacques, les stations régionales. Nous avons décidé, Jacques ROUCHAUSSE, François LAFITTE, Jean-Michel DELANNOY et moi-même que nous devons rapidement nous atteler à la tâche parce qu'il s'agit d'un enjeu majeur. Tous, nous avons compris une chose, c'est que nous n'attendions plus grand-chose de la puissance publique et que si nous voulions développer nos productions, si nous voulions développer nos marchés, nous ne devons compter que sur nous-mêmes ! Si toutefois la puissance publique souhaitait nous accompagner et bien tant mieux ! Mais la volonté et l'impulsion ne doivent venir que de nous.

Le 03 septembre nous étions mobilisés, la FNPF était présente à Paris. Suite à cette action, le 1^{er} Ministre nous a fait un certain nombre d'annonces et il y en a une qui a particulièrement retenu mon attention, c'est celle relative à l'arrêt de toute surtransposition des directives européennes en droit français jusque mi-février. Et qu'elle ne fut pas notre surprise de voir que, finalement, Ecophyto 2 était remis sur le devant de la scène. Nous sommes bien là dans le cadre d'une surtransposition d'une directive européenne ni plus, ni moins.

Sur ce sujet, j'ai travaillé avec COOP de FRANCE afin de savoir quels pays avaient réellement traduit, dans leur droit national, la fameuse directive européenne 2009-217 à l'origine du plan Ecophyto 2. Nous n'avons pu que constater que seuls deux pays avaient quantifié la baisse de l'utilisation de produits phytosanitaires la France et le Danemark. La plus drastique est, bien entendu, celle fixée par la France d'autant plus que le Danemark n'a pas fixé de date buttoir pour atteindre cet objectif !

Il est désormais urgent que le politique comprenne que tous les emplois générés par l'Agriculture, 130 000 dans cette région, vous l'avez rappelé Monsieur le Vice-président, que ces emplois ne peuvent exister que s'il reste des agriculteurs. Or, chaque fois que nous sommes force de proposition, que nous sommes constructifs et proactifs, c'est finalement l'inverse qui est mis en œuvre, preuve en est le plan stratégique dont je parlais tout à l'heure.

J'attends de mon Ministre non pas des déclarations d'amour mais des preuves d'amour et je continue, encore aujourd'hui à les attendre. Mais bientôt, au rythme où vont les choses, il n'y aura plus d'agriculteurs pour les entendre ces preuves d'amour.

La question qui se pose alors est la suivante : quelles perspectives pourrions-nous avoir pour demain ? Fort des travaux conduits au cours de ces deux journées, heureusement, il y en a plusieurs. Par exemple, l'excellence française est reconnue, y compris et peut-être surtout, en dehors de nos frontières. Quant à l'enjeu environnemental, il peut devenir un atout. S'agissant de la communication, nous l'avons bien compris, il est indispensable d'y travailler afin de mettre un terme au perpétuel procès à charge qui nous est fait. L'émission de lundi soir en est un énième exemple.

Et, une fois n'est pas coutume, peut-être est-ce Stéphane LE FOLL qui va nous donner les clés pour renverser la tendance grâce à ce qu'il appelle le 4 pour 1000 et qu'il a présenté dans le cadre de la COP 21. Le principe est simple, à chaque fois que 1000 g de CO₂ sont émis par n'importe quel citoyen lambda, la vocation de l'agriculture devrait être de pouvoir en capter 4. Dont acte.

Sur la base de travaux menés par le Ctifl, nous devrions bientôt pouvoir démontrer que, en moyenne, un ha de verger capte 11 tonnes de CO₂ par an. En reprenant pour base le 4 pour 1000 de Stéphane LE FOLL, nous, producteurs de fruits, serions déjà à 8 pour 1000.

Sachant qu'un citoyen, en France, rejette 6 tonnes de CO₂ par an toute activité humaine confondue y compris la nôtre, avec un objectif de 4 pour 1000, il nous faudrait stocker 1 600 000 tonnes de CO₂, ce que l'on fait déjà. Mais attention, considérant que le CO₂ est marchand, il peut être monnayé ! Dans ces conditions, nous proposons de nous mettre en mode « stockage de CO₂ » et d'être rémunérés pour cela. Ce qui, en plus, contribuera à ce que la société reconnaisse notre contribution à l'amélioration des conditions climatiques.

Alors, y compris en matière de communication, nous assisterons à une inversion de la charge, nous ne serons plus les pollueurs, nous deviendrons les dépollueurs. Imaginez la puissance de la communication que nous pourrions faire alors !

La société sans risque n'existe pas. J'ai suggéré à mon député, Dominique POTIER, afin d'atteindre son rêve de vivre dans un monde sans risque, de déposer un projet de loi à l'Assemblée Nationale interdisant les naissances. Il m'a regardé, ahuri, qualifiant mon idée d'absurde. Mais au contraire, la logique de cette idée est incontestable puisque le premier risque que l'on prend quand on naît est de mourir. Pour supprimer ce risque, stopper les naissances, est la solution la plus simple et la plus efficace.

Cette anecdote est évidemment à prendre avec humour mais il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, la gestion du risque sanitaire en France est la plus sûre au monde. Si aujourd'hui les Chinois choisissent de venir co-construire des tours de séchage pour le lait, ce n'est pas sans raison. Les investisseurs chinois ne sont pas des philanthropes, s'ils sont venus en France et qu'ils ne sont pas allés en Allemagne, aux Etats-Unis ou en Nouvelle-Zélande, c'est parce qu'ils ont fait une analyse du risque et qu'ils ont considéré que c'était ici, avec la production agricole française, qu'il y avait le moins de risque. Mais qui le dit ? Je n'ai pas entendu notre Ministre venir nous défendre sur ce sujet, je n'ai pas entendu notre Ministre venir défendre les producteurs de salades quand ceux-ci étaient attaqués et que finalement c'était de la salade d'importation qui était en cause, je n'ai pas entendu mon Ministre venir défendre les producteurs de pommes quand ils ont été attaqués de manière injuste par une émission diffusée sur des chaînes publiques financées par nos impôts. La réalité elle est là !

Ce constat de l'absence de soutien de nos responsables politiques est, selon moi, bien plus profond encore. Je m'excuse par avance, Monsieur le Vice-président, parce que je vais être un peu dur, mais les pouvoirs publics cherchent toutes les solutions possibles pour ne pas revivre une affaire telle que celle du sang contaminé, il cherche donc à se dédouaner, à transférer leur responsabilité sur d'autres. Preuve en est, dans la loi d'avenir agricole, le transfert de responsabilité vers l'ANSES s'agissant des autorisations de mise sur le marché. Mais ce n'est pas comme cela que l'on vit ! Moi tous les matins quand je me lève, j'assume une quantité de risques ;

le plus dur à assumer étant celui d'employeur parce qu'en tant qu'employeur, je suis responsable de tous les maux.

Dès qu'un Inspecteur du travail se rend sur mon exploitation, par principe, j'ai déjà une amende, il n'a pas encore posé le pied par terre que j'ai déjà une amende, parce que forcément, en tant qu'employeur, j'ai dû commettre une infraction au code du travail... Effectivement, je ne passe pas mes journées à lire le code du travail, j'ai d'autres choses à faire et mes salariés, ce sont des gens avec qui je travaille tous les jours, ce sont mes collègues. Nous travaillons ensemble, dans les mêmes conditions et pourtant, par principe, je suis un mauvais patron parce que la loi reconnaît la faute inexcusable de l'employeur et la jurisprudence, le droit à l'erreur du salarié.

Je suis un entrepreneur, je le sais. Je suis donc prêt, parce que j'ai fait ce choix, à assumer le risque financier, le risque bancaire. Mais la faute inexcusable de l'employeur, ça non, je ne peux l'admettre !

Vous l'aurez compris nous avons de gros enjeux devant nous, et beaucoup de travail afin de faire comprendre à la société les bienfaits de l'agriculture. Outre les consommateurs, les collectivités territoriales doivent également constituer une cible parce que, comme vous le savez, ils ne jugent que sur le prix ou quasiment. Et compte tenu de nos coûts de production, 1,6 à 1,7 fois supérieurs à nos concurrents européens, nous ne pouvons accéder à ces marchés. Le plus absurde est que le politique qui rédige et vote les lois qui conduisent à ce que nos coûts de production soient si élevés est le même qui va signer le contrat d'approvisionnement en fruits et légumes des cantines de nos enfants avec celui qui pratique le moins disant.

Il est grand temps de dire stop, de prendre le temps de tout remettre à plat, de se poser les bonnes questions, avec les bons interlocuteurs. Il faut que les Ministres concernés admettent qu'il est indispensable de revoir les conditions d'accès aux marchés, de discuter de la façon dont les appels d'offre sont formulés. C'est urgent. Il est crucial que cette discussion ait lieu maintenant, afin que nous puissions, enfin, avoir accès à ces marchés, que nous soyons, enfin, en capacité de stocker du carbone afin d'être en capacité de réguler les excès de chaleur, comme nous l'a dit Monsieur BERTHOUMIEU hier.

Si nous voulons que l'ensemble de ces facteurs qui permettent à nos concitoyens, à nos voisins, à notre société de vivre mieux, perdurent, il faut que l'agriculture reste puissante, vivante qu'elle soit faite par des femmes et par des hommes ancrés sur leur territoire. Mais encore faut-il que des jeunes s'installent et pour cela, on a besoin d'un accompagnement, notamment financier. Cependant, aujourd'hui le système bancaire n'est plus suffisant. C'est en ce sens que la FNPF a établi un partenariat avec LABELIANCE parce que justement c'est encadré, c'est bordé et que l'agriculteur reste le maître de son exploitation, qu'il garde les rênes et qu'à terme c'est lui qui portera la totalité des capitaux de son entreprise.

C'est également, pour cette raison que la FNPF, durant l'année de 2015, a travaillé sur un projet d'expo photos, permettant de mettre en avant le savoir-faire des arboriculteurs, notre savoir-faire, notre travail au quotidien. Tout ceci participe à l'amélioration de la communication sur notre filière et c'est ce défi là que nous devons relever !

Nous avons beaucoup parlé de communication mais une question majeure reste sans réponse : comment la financer ? Malheureusement, nous, paysans, ne pouvons assumer son coût. Et je parle en connaissance de cause puisque, dans la filière mirabelle, nous avons investi depuis plus de 30 ans dans la communication. Je sais donc ce que cela coûte et le temps que ça prend pour en voir les effets...

En ce sens, la crise identitaire que vit notre filière en raison de son déficit d'image est peut-être plus grave que la crise économique. Cette crise identitaire prend ses racines en 2008, au moment de la construction du plan Ecophyto 2 et de l'apparition, dans le débat, de nombreuses

associations « d'enverdisseurs » qui, même si elles ne représentaient qu'elles-mêmes, cherchaient une légitimité en prenant part aux réflexions. La réalité elle là !

Et le fossé que l'on constate aujourd'hui au quotidien, il va falloir que nous investissions massivement, collectivement, probablement dans le cadre des interprofessions mais pas que, pour le combler. Il va falloir construire une véritable communication concertée entre les différents acteurs de l'agriculture, je ne me limite pas aux fruits et aux légumes. Il va falloir se donner les moyens pour que la société reprenne confiance en ses agriculteurs, en ces femmes et ces hommes qui aujourd'hui leur fournissent l'essentiel, à savoir l'alimentation.

Chacun peut avoir besoin d'un médecin, je ne vous le souhaite pas, 1 ou 2 fois par an ou d'un notaire une fois tous les 10 ans mais une chose est sûre c'est que 3 fois par jour, chacun a besoin d'un paysan. Et moi, ce paysan, je préfère qu'il soit mon voisin plutôt qu'il soit de l'autre bout de la planète.

Je vous remercie et je vous dis à l'année prochaine mais je ne sais pas où !